

Comité de coordination de l'OMPI

**Soixante-dix-septième session (27^e session extraordinaire)
Genève, 4 et 5 mars 2020**

CANDIDATURES PROPOSÉES POUR LE POSTE DE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMPI

Mémoire du président du Comité de coordination

1. Le président du Comité de coordination a envoyé, le 30 septembre 2019, la note C. N 3926 à tous les États membres de l'OMPI, les invitant à présenter la candidature d'un de leurs ressortissants au poste de Directeur général de l'OMPI.
2. Les candidatures des personnes suivantes, énumérées dans l'ordre alphabétique, ont été proposées et sont parvenues au président du Comité de coordination et chacune a été communiquée dès réception aux États membres de l'OMPI :

M. Adebambo Adewopo (Nigéria)

M. Marco Matías Alemán (Colombie)

M. Ivo Gagliuffi Piercechi (Pérou)

M. Edward Kwakwa (Ghana)

M. Kenichiro Natsume (Japon)

M. Dámaso Pardo (Argentine)

M. Jüri Seilenthal (Estonie)

M. Daren Tang (Singapour)

Mme Saule Tlevlessova (Kazakhstan)

Mme WANG Binying (Chine)

3. Suite aux communications reçues de leur gouvernement respectif, les personnes suivantes, énumérées dans l'ordre alphabétique, ont retiré leur candidature au poste de Directeur général de l'OMPI :

M. Adebambo Adewopo (Nigéria)

M. Kenichiro Natsume (Japon)

M. Dámaso Pardo (Argentine)

M. Jüri Seilenthal (Estonie)

4. L'annexe du présent document contient le texte de la lettre d'accompagnement de chacune des candidatures restantes susmentionnées, avec le curriculum vitae du candidat correspondant.

[L'annexe suit]

DCHONU No. 1818/19

Genève, le 18 novembre 2019

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous adresser cette note afin de transmettre la lettre signée par S. E. M. Carlos Holmes Trujillo, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, le 15 novembre 2019, proposant la candidature de M. Marco Alemán au poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

ADRIANA MENDOZA AGUDELO

Ambassadrice, représentante permanente de la Colombie
auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

Son Excellence

M. FRANÇOIS RIVASSEAU

Président du Comité de coordination de l'OMPI à Genève

Traduction d'une lettre datée du 15 novembre 2019 (référence S-DVAM-19-047457)

adressée par : M. Carlos Holmes Trujillo
Ministre des affaires étrangères
de la République de Colombie

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination de l'OMPI
Genève

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous adresser cette note en référence à votre communication datée du 30 septembre 2019 concernant la désignation de candidats pour le poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Pour le Gouvernement de la République de Colombie, l'OMPI est une instance de la plus haute importance en ce qu'elle est à même de conduire notre pays sur la voie des sociétés fondées sur le savoir et les industries de la création, dont les produits et services sont susceptibles de protection par la propriété intellectuelle. C'est pourquoi la Colombie a réaffirmé son engagement indéfectible envers l'Organisation et sa mission, qui consiste à promouvoir l'élaboration d'un système international de la propriété intellectuelle équilibré et efficace qui favorise l'innovation et la créativité dans l'intérêt de tous.

Afin de maintenir notre contribution à cet objectif, j'ai le plaisir de présenter la candidature de M. Marco Matías Alemán au poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

M. Alemán a une connaissance et une expérience approfondies de la propriété intellectuelle, avec notamment plus de 20 années d'expérience à des postes d'expert ou de directeur à l'OMPI, où il est actuellement directeur de la Division du droit des brevets, division éminemment importante pour la propriété intellectuelle et dans laquelle il joue un rôle déterminant.

Persuadés que M. Alemán possède les compétences humaines et professionnelles nécessaires pour occuper un poste d'une telle importance, nous présentons sa candidature à l'examen du Comité de coordination.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé : M. Carlos Holmes Trujillo,
Ministre des affaires étrangères
de la République de Colombie)



MARCO MATÍAS ALEMÁN
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (OMPI), GENÈVE

PROFIL

- Avocat colombien (Université Javeriana, 1986 à 1991) spécialisé en droit des sociétés (diplômé en 1996), titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de l'Université d'Alcalá de Henares (Espagne, 2006) et d'un doctorat en droit (*Cum Laude*) de la même université.
- 28 années d'expérience des questions de propriété intellectuelle, au niveau tant pratique (directeur de l'Office colombien de la propriété industrielle) que politique (plusieurs postes à l'OMPI, dont le poste actuel de directeur de la Division du droit des brevets).
- Promoteur efficace de consensus doté d'un sens élevé de la diplomatie.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- M. Alemán travaille à l'OMPI depuis 20 ans, étant entré au service de l'Organisation en 1999 comme administrateur principal de programme au Bureau de la coopération pour le développement avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, avant d'être promu directeur adjoint de la Division des politiques publiques et du développement, puis directeur adjoint et, enfin, directeur de la Division du droit des brevets.
- Chercheur invité à l'Institut Max-Planck de Munich (1998, deuxième semestre).
- Ancien directeur de l'Office colombien de la propriété industrielle (1995-1998).
- Ancien conseil en propriété intellectuelle (1991-1995).
- Professeur de droit de la propriété intellectuelle à l'Université Externado (Bogota, de 1994 à aujourd'hui) et professeur invité à l'Université d'Alicante (Espagne), à l'Université de San Andres (Argentine) et à l'Université de Turin (Italie).

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- M. Alemán justifie d'une vaste expérience professionnelle. À l'origine, en qualité de conseil en propriété intellectuelle, il a créé le service clientèle privée d'un important cabinet de consultants (Top Management). Par la suite, en qualité de fonctionnaire du Gouvernement colombien, il a administré un office de propriété intellectuelle de taille moyenne qui a subi pendant cette période une transformation importante, avec notamment le lancement de nouveaux projets, tels qu'une base de données d'information en matière de brevets. Il a également participé en tant que négociateur à l'édification du cadre juridique en matière de propriété intellectuelle des pays andins (Décision n° 486) ainsi qu'à des négociations bilatérales avec des partenaires commerciaux de premier plan.
- En tant que fonctionnaire de l'OMPI, M. Alemán aide des pays de différentes régions du monde à élaborer leurs lois et politiques en matière de propriété intellectuelle et dirige les travaux de fond de l'OMPI dans un domaine essentiel (Division du droit des brevets).
- Il a largement contribué au développement de la propriété intellectuelle au niveau multilatéral, notamment dans le cadre des travaux menés au sein du Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) sur les éléments de flexibilité relatifs aux brevets ainsi que dans le cadre des travaux d'établissement de normes du Comité permanent du droit des brevets (SCP), dont il assure le secrétariat depuis 2013, sur la promotion et la mise en œuvre des traités multilatéraux dans le domaine des brevets, à savoir la Convention de Paris, le Traité sur le droit des brevets (PLT) et le Traité de Budapest.
- En ce qui concerne les projets internationaux, il convient de mentionner en particulier deux réalisations, à savoir la conception et la mise en œuvre d'un programme international visant à aider les inventeurs manquant de ressources à solliciter la protection par brevet de leurs inventions (le Programme d'assistance aux inventeurs) et d'un programme international de rédaction des demandes de brevet visant à créer des capacités locales en matière d'établissement et de suivi des demandes de brevet et à accroître le nombre de demandes de brevet déposées dans les pays concernés.
- Les travaux académiques de M. Alemán dans le domaine de la propriété industrielle ont reçu un accueil favorable de la part des milieux universitaires, des offices de propriété industrielle et des instances judiciaires (en particulier au sein de la région andine, où ses ouvrages et ses articles sont fréquemment cités par le Tribunal andin et d'autres auteurs).

PUBLICATIONS

- Auteur d'un ouvrage sur les marques dans le système juridique andin, 1994
- Auteur d'un ouvrage sur le cadre juridique colombien relatif aux questions de propriété intellectuelle, 1998
- Coauteur de différentes publications, dont : études en hommage à Mariano Uzcategui Urdaneta (Caracas, 2011); les accords commerciaux bilatéraux et la propriété intellectuelle (Heidelberg, 2014); étude sur les questions contemporaines de propriété intellectuelle (Mexico, 2015); et Accords de technologie/Technology Transactions, Jacques de Werra (éd.), Genève/Zurich 2018, Schulthess Éditions Romandes.

DISTINCTIONS

- Association des anciens élèves de l'Université Javeriana pour son engagement en faveur des valeurs universitaires, Barranquilla, 2005
- Mention d'honneur de l'Institut mexicain de la propriété intellectuelle pour ses recherches et études sur les questions de propriété intellectuelle, D.F. 2016
- Mention d'honneur de l'Association colombienne de la propriété intellectuelle (ACPI) pour l'ensemble de sa carrière et sa contribution aux questions de propriété intellectuelle, Bogota, 2017
- Mention d'honneur de l'Office colombien de la propriété intellectuelle (Direction générale de l'industrie et du commerce) pour sa contribution au système international de la propriété intellectuelle, Medellín, 2017
- Ambassade de la Colombie en Suisse, pour son rôle auprès de la communauté colombienne, Berne 2018

**Representacion Permanente del Peru
Ginebra**



**Mission permanente du Pérou
Genève**

Note N°7-1-M-O/102

La Mission permanente du Pérou auprès des organisations internationales à Genève présente ses compliments à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et a l'honneur de transmettre une lettre rédigée par S. E. M. Gustavo Meza-Cuadra Velasquez, Ministre des affaires étrangères du Pérou, adressée au président du Comité de Coordination de l'OMPI, S. E. M. l'Ambassadeur François Rivasseau.

Dans cette lettre, le Gouvernement péruvien propose la candidature de M. Ivo Gagliuffi Piercechi, président du Conseil d'administration de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle du Pérou (INDECOP), au poste de Directeur général de l'OMPI.

La Mission permanente du Pérou auprès des organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) l'assurance de sa haute considération.

Genève, le 30 décembre 2019

À l'attention de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
Genève.-

Traduction d'une lettre datée du 27 décembre 2019

adressée par : M. Gustavo MEZA-CUADRA VELÁSQUEZ
Ministre des affaires étrangères du Pérou

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination de l'OMPI
Genève

Monsieur l'Ambassadeur,

En référence à votre Note C. N 3926-04 du 30 septembre 2019 concernant la présentation de candidatures au poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), j'ai l'honneur de présenter au nom du Gouvernement péruvien la candidature de M. Ivo Gagliuffi Piercechi, actuel président du Conseil d'administration de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPi), au poste susmentionné.

Cette décision est fondée sur la conviction que grâce à sa formation, son expérience et ses qualités, M. Gagliuffi Piercechi est la personne la plus apte à contribuer aux travaux de l'OMPI visant à fournir aux États membres des services qui facilitent l'utilisation du système de la propriété intellectuelle, et à renforcer le rôle de l'Organisation dans la réalisation des objectifs de développement durable, en favorisant l'innovation, la compétitivité et la créativité nécessaires pour atteindre ces objectifs en faveur de tous.

M. Gagliuffi Piercechi a plus de 20 ans d'expérience en tant qu'avocat, dans les secteurs public et privé, dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, la concurrence, la protection des consommateurs, le droit de la publicité, le dumping et les subventions, le droit des faillites, ainsi que le droit administratif en général. Entre autres distinctions, il a été désigné par les revues anglaises Practical Law-Which Lawyer (2006-2008) et Chambers & Partners (2009, 2010 et 2011) parmi les cinq avocats les plus recommandés au Pérou dans les domaines du droit de la concurrence et des faillites.

Dans le cadre de ses fonctions au sein de l'administration d'État, M Gagliuffi Piercechi a participé à plusieurs projets de haut niveau dans des instances internationales. Il est particulièrement reconnu pour ses capacités de négociateur et de promoteur de consensus, ainsi que pour la formulation de politiques publiques et de règlements qui ont amélioré les procédures de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPi), en mettant la technologie au service du rapprochement avec la population dans le cadre d'une approche sociale et inclusive de la propriété intellectuelle. Son curriculum vitae figure ci-joint.

Je saisis cette occasion pour vous adresser, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé : M. Gustavo Meza-Cuadra
Velásquez,
Ministre des affaires étrangères)

CURRICULUM VITAE de M. IVO GAGLIUFFI PIERCECHI

Président du Conseil d'administration de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle du Pérou (INDECOPI)



RÉSUMÉ

Avocat diplômé de l'Université de Lima (1998) ayant également suivi des études universitaires supérieures dans le domaine de la concurrence et de la propriété intellectuelle à l'Université de Salamanque (Espagne), entre autres. Plus de 20 années d'expérience professionnelle tant dans le secteur privé que dans le secteur public, en particulier dans les domaines de la propriété intellectuelle, du droit de la concurrence, de la protection des consommateurs, du droit de la publicité, droit du dumping et des subventions, droit des faillites et droit administratif. A exercé au sein de prestigieux cabinets d'avocats péruviens. Occupe actuellement les fonctions de président du Conseil d'administration de l'INDECOPI, l'agence nationale chargée de la propriété intellectuelle, de la concurrence et de la protection des consommateurs au Pérou.

Chargé de cours dans plusieurs établissements universitaires, il a également participé en qualité de conférencier à de nombreuses manifestations locales et internationales. Il est en outre l'auteur de diverses publications juridiques. Il a participé aux travaux des principales instances internationales privées et publiques telles que l'OMPI, l'IBEPI, le PROSUR et l'ASIPI (propriété intellectuelle), la CNUCED (concurrence et protection des consommateurs), l'OCDE (concurrence et protection des consommateurs) et l'ICN (concurrence).

En reconnaissance de ses qualités de négociateur et de promoteur du consensus, il a reçu en 2019 le Prix Global IP Champions de la Chambre du commerce des États-Unis d'Amérique.

Ses principales réalisations à la tête de l'INDECOPI sont les suivantes : adoption de politiques et de réglementations modernes visant à actualiser, simplifier et accélérer les procédures; transformation technologique et numérique; et stratégie inclusive et sociale axée sur les utilisateurs reposant sur l'offre de produits et services gratuits sur le Web.

S'agissant de ses relations avec l'OMPI, il a encouragé l'adhésion du Pérou à plusieurs de ses traités ainsi que leur mise en œuvre (Singapour, Marrakech, Genève, etc.), l'utilisation de bon nombre de ses produits (IPAS, CATI, cercle des éditeurs, etc.), l'organisation conjointe de plusieurs événements nationaux et internationaux et la promotion de la coopération internationale en Amérique latine dans le cadre du programme IP Key de l'EUIPO.

Le programme de travail proposé pour l'OMPI s'articule autour des grandes lignes ci-après :

- Développer le plan d'action numérique de l'OMPI moyennant l'utilisation de la technologie dans ses services (en particulier l'intelligence artificielle et les chaînes de blocs)
- Rapprocher la propriété intellectuelle des PME et des particuliers afin de les faire prendre conscience de son importance et de ses avantages et créer une "Culture mondiale de la propriété intellectuelle"
- Stimuler l'élaboration de politiques et de stratégies internationales visant à renforcer les capacités des États membres et à les aider dans la lutte contre le piratage physique et numérique
- Promouvoir la création d'un Catalogue virtuel des pratiques recommandées en matière de propriété intellectuelle administré par l'OMPI, qui rassemble les meilleures pratiques des offices de propriété intellectuelle du monde entier, afin de favoriser des échanges positifs et l'amélioration des politiques et des produits
- Encourager une vision plus globale de la propriété intellectuelle et des disciplines connexes telles que le droit de la concurrence et la protection des consommateurs afin d'en maximiser l'impact au bénéfice de la population.

DONNÉES PERSONNELLES

Date de naissance : 16 février 1974 (45 ans)

Nationalité : péruvienne

État civil : marié, une fille

Langues : espagnol, anglais

FORMATION

1998 : **Licence en droit**
Université de Lima

2003 : **Diplôme d'études supérieures en droit commercial (droit de la concurrence et marques)**
Université de Salamanque (Espagne)

2003 : **Diplôme d'études supérieures en institutions juridiques de l'économie de marché**
Université péruvienne de sciences appliquées – UPC (Pérou)

2005 : **Diplôme d'études supérieures en droit de la concurrence dans les secteurs infrastructurels**
Université argentine de l'entreprise – UADE (Argentine)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1999 – 2006 : **Cabinet Ferrero (actuellement Prietocarrizosa, Ferrero, DU & Urfa-PPU)**
Associé

Fondateur et directeur du Secteur de la concurrence et de la propriété intellectuelle

2006 – 2016 : **Cabinet Lazo, De Romana & Gagliuffi (actuellement Lazo & De Romana)**
Membre fondateur

Fondateur et directeur du secteur de la concurrence, de la propriété intellectuelle et de la protection des consommateurs

**2016 –
aujourd'hui :** **Institut National pour la défense de la concurrence et la propriété intellectuelle (INDECOPI)**
Président du Conseil d'administration

L'INDECOPI est l'agence péruvienne chargée de la concurrence, la protection des consommateurs et la propriété intellectuelle et se distingue au plan international par la diversité des questions dont il s'occupe, sa vision globale et l'utilisation des synergies entre ses différents domaines d'action. Il compte environ 1800 fonctionnaires et dispose de 26 antennes couvrant la totalité du pays.

Les réalisations suivantes, dans le domaine de la propriété intellectuelle notamment, ont été obtenues par le candidat durant les trois premières années de son mandat à l'INDECOPI :

- **Activité législative :** lancement de l'élaboration de la première politique nationale péruvienne en matière de propriété intellectuelle avec l'appui de l'OMPI; adhésion au Traité de Singapour; mise en œuvre du Traité de Marrakech moyennant la modification de la loi péruvienne sur le droit d'auteur, ainsi que proposition d'adhésion à l'Acte de Genève, en attente de ratification par le Congrès péruvien; lancement de la procédure d'adhésion aux traités établissant les classifications de Nice, Locarno, Vienne et Strasbourg; élaboration et adoption de trois lois (par décret) portant modification de la législation péruvienne en matière de propriété intellectuelle en vue de simplifier et d'accélérer les procédures relatives aux marques, aux brevets et au droit d'auteur, ainsi que la reconnaissance des indications géographiques et des spécialités traditionnelles reconnues en tant qu'objets de propriété intellectuelle par le Pérou; élaboration d'une loi qui améliore la détection et renforce la répression de l'enregistrement pirate de films, en attente d'approbation par le Congrès péruvien; élaboration du premier projet de loi antipiratage du Pérou.
- **Gestion administrative des droits de propriété intellectuelle :** en 2019, l'objectif est de faire en sorte que 100% des demandes de titres de propriété intellectuelle (marques, brevets et droit d'auteur)

soient instruites dans les délais prévus par la loi, ce qui constituera un record historique au Pérou; augmentation de 10% des demandes d'enregistrement de marques et de 60% des demandes de brevet d'invention; augmentation de 22% du nombre de brevets délivrés; instauration de la Commission de lutte contre le biopiratage pour la protection des ressources génétiques péruviennes et des savoirs traditionnels des peuples autochtones du Pérou; intensification de la lutte contre le piratage dans l'environnement numérique, avec des résultats positifs dans certaines affaires emblématiques au Pérou.

- **Utilisation des produits de propriété intellectuelle de l'OMPI :** mise en œuvre du système IPAS pour l'informatisation des procédures en matière de propriété industrielle; création du premier réseau de Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) au Pérou avec, en 18 mois seulement, l'établissement de 32 CATI dans 14 régions du pays; organisation avec l'OMPI de 21 manifestations nationales et régionales en matière de propriété intellectuelle depuis 2017; adhésion au Cercle des éditeurs pour la promotion des industries de la création au Pérou.
- **Élaboration de produits de propriété intellectuelle par l'INDECOPi :** renforcement de la plateforme consultative des services de propriété intellectuelle, qui dessert plus de 50 000 clients chaque année, en particulier parmi les PME et les particuliers; établissement de la Gazette électronique de la propriété industrielle, qui permet depuis 2017 aux utilisateurs de publier gratuitement leurs demandes d'enregistrement de marques, de brevets d'invention, de modèles d'utilité et d'enregistrement de dessins et modèles industriels, ce qui en deux ans a permis de générer des économies de l'ordre de six millions de dollars É.-U. pour les utilisateurs et de ramener le délai moyen d'enregistrement des marques à 38 jours ouvrables et celui de la délivrance de brevets à deux ans, ce qui représente un record historique pour le Pérou; établissement et mise en œuvre du Programme national de promotion des marques collectives, qui a permis de recenser les associations de producteurs dépourvues de ressources dans l'ensemble du pays afin de les aider à enregistrer des marques collectives sans frais et au moyen d'une procédure accélérée d'une durée moyenne de 32 jours ouvrables, débouchant sur l'enregistrement de 4000 nouvelles marques collectives en juste deux ans contre 200 dans toute l'histoire du Pérou; création du service numérique "Busca Tu Marca", premier moteur de recherche intuitif et gratuit parmi les marques enregistrées à l'INDECOPi pour aider les utilisateurs à prendre leur décision sans avoir à recourir aux services d'un spécialiste; adoption du programme "Patenta" visant à aider gratuitement les inventeurs péruviens à protéger leurs inventions; organisation de l'exposition annuelle "Expo Patenta" qui présente les dernières inventions et récompense les meilleures sélectionnées par le public ou par un jury d'experts; organisation du premier concours des "Graines d'inventeurs" à l'intention des étudiants afin de promouvoir une culture de la propriété intellectuelle parmi la jeunesse; création de la "Bourse péruvienne des brevets", plateforme numérique qui permet aux inventeurs et

créateurs nationaux de mettre en valeur leurs brevets en vue de trouver des investisseurs ou des preneurs de licence; création du premier Catalogue virtuel des œuvres du domaine public visant à promouvoir le développement du secteur de l'édition.

- **Expérience en matière de coopération et de participation aux activités internationales** : adhésion du Pérou au PPH mondial; conclusion d'accords PPH avec le Japon, l'Espagne, les pays de l'Alliance du Pacifique (Colombie, Chili et Mexique) et les pays membres du PROSUR (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Paraguay, Uruguay); présidence par intérim du PROSUR jusqu'en juillet 2020; coopération dans le cadre du programme IP Key de l'EUIPO, avec le concours de l'UPOV et de l'OCVV; signature d'accords de coopération avec les offices de propriété intellectuelle de la France, de l'Espagne, du Japon, du Brésil et de la République dominicaine notamment. De par sa position à l'INDECOPI, le candidat participe activement aux travaux de plusieurs instances internationales privées et publiques de haut niveau telles que l'OMPI, l'IBEPI, le PROSUR et l'ASIPI (propriété intellectuelle), la CNUCED (concurrence et protection des consommateurs), l'OCDE (concurrence et protection des consommateurs) et l'ICN (concurrence).

Par ailleurs, son expérience à l'INDECOPI a permis au candidat d'obtenir les réalisations suivantes dans le domaine de la gestion administrative et institutionnelle en général : établissement et mise en œuvre d'un plan d'action numérique visant à informatiser l'ensemble des procédures, formalités et communications entre les fonctionnaires nationaux et avec les utilisateurs externes afin de rationaliser les activités et de faciliter la vie des usagers; première mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique péruvienne; application d'une politique d'égalité entre les sexes prévoyant des mesures concrètes de sensibilisation et de suivi; mise en œuvre d'une nouvelle politique de communication fondée sur une présence plus active dans tous les médias, y compris les réseaux sociaux, le tout dans une langue aisément compréhensible.

FONCTIONS ACADEMIQUES

Chargé de cours en droit des faillites à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Lima, à l'Université du Pacifique où il a enseigné les règles de la protection des consommateurs et à l'Université péruvienne de sciences appliquées où il a enseigné le droit de la concurrence déloyale. Il a également donné plusieurs cours magistraux sur le droit de la concurrence et la protection des consommateurs dans différentes universités comme l'Université catholique pontificale du Pérou, l'Université San Martin de Porres et, plus récemment, l'Université de Grenade (Espagne).

Il a participé en tant que conférencier et expert principal à un grand nombre d'événements nationaux et internationaux au Pérou et à l'étranger, où il a présenté des conférences sur des questions aussi diverses que la concurrence, la propriété intellectuelle, la protection des consommateurs, la lutte contre la concurrence déloyale, la publicité, l'élimination des obstacles bureaucratiques, les faillites et le droit administratif.

Il est l'auteur de nombreux articles publiés dans des revues juridiques et a collaboré à la rédaction d'œuvres collectives dans des domaines variés comme le droit de la concurrence, la propriété intellectuelle, la protection des consommateurs, la concurrence déloyale, la publicité, l'élimination des obstacles bureaucratiques, les faillites et le droit des entreprises.

Il est membre du Conseil Consultif de la revue ADVOCATUS publiée par les étudiants de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Lima depuis septembre 2001.

Il a également été membre et président du Comité des affaires juridiques de la Chambre de commerce du Pérou.

DISTINCTIONS

Il est lauréat du Prix Global IP Champions 2019 décerné par la Chambre de commerce des États-Unis d'Amérique pour son action en faveur de la défense et de la protection des droits de propriété intellectuelle au Pérou.

Il a été élu meilleur enseignant par les étudiants de l'École supérieure de l'Université du Pacifique au Pérou en 2016.

Il a été désigné comme l'un des avocats péruviens les plus recommandés dans le domaine du droit de la concurrence et des faillites dans les revues anglaises Practical Law – Which Lawyer?, Chambers & Partners et Legal 500, entre 2006 et 2016, avant son mandat à l'INDECOPI.

A été désigné comme l'un des 20 meilleurs avocats de moins de 40 ans au Pérou par la prestigieuse revue anglaise Latin Lawyer (décembre 2003).

PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSE POUR L'OMPI

La proposition du candidat concernant l'OMPI est articulée autour des grandes lignes suivantes :

- Développer le plan d'action numérique de l'OMPI moyennant l'utilisation de la technologie dans ses services (en particulier l'intelligence artificielle et les chaînes de blocs).
- Rapprocher la propriété intellectuelle des PME et des particuliers afin de les faire prendre conscience de son importance et de ses avantages et créer une "Culture mondiale de la propriété intellectuelle" grâce à des programmes éducatifs destinés aux enfants et aux adolescents ainsi qu'à des incitations en faveur des agents économiques, en particulier les entreprises informelles, pour les encourager à enregistrer leurs propres signes distinctifs et à respecter les droits de propriété intellectuelle des tiers.
- Stimuler l'élaboration de politiques et de stratégies internationales visant à renforcer les capacités des États membres et à les aider dans la lutte contre le piratage physique et numérique, avec le concours des autres parties prenantes telles que les services douaniers, la police et le ministère public.

- Promouvoir la création d'un Catalogue virtuel des pratiques recommandées en matière de propriété intellectuelle administré par l'OMPI, qui rassemble les meilleures pratiques des offices de propriété intellectuelle du monde entier, afin de favoriser des échanges positifs et l'amélioration des politiques et des produits.
 - Promouvoir l'utilisation du système de la propriété intellectuelle dans les secteurs socioéconomiques concernés, principalement au moyen d'éléments de propriété intellectuelle qui favorisent la représentativité et apportent une valeur ajoutée aux activités économiques, telles que les marques collectives, et promouvoir l'innovation dans les PME en tant qu'acteurs susceptibles de maximiser les avantages découlant du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et de dynamiser celui-ci.
 - Encourager une vision plus globale de la propriété intellectuelle et des disciplines connexes telles que la concurrence et la protection des consommateurs afin d'en maximiser l'impact au bénéfice de la population.
 - Impulser une politique de communication de l'OMPI plus intensive et dynamique dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, en informant de ses actions et de ses objectifs dans un langage simple rapprochant toutes les parties prenantes de l'écosystème mondial de la propriété intellectuelle.
-



MISSION PERMANENTE DU GHANA

GENÈVE

SC/GE/OR.2

La Mission permanente de la République du Ghana auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et a l'honneur de transmettre ci-joint une lettre de la Ministre ghanéenne des affaires étrangères et de l'intégration régionale, S. E. Mme Shirley Ayorkor Botchwey, adressée au président du Comité de coordination de l'OMPI, M l'Ambassadeur François Rivasseau.

Cette lettre fait état de la candidature de **M. Edward Kwakwa, directeur principal du Département des savoirs traditionnels et des défis mondiaux de l'OMPI**, à l'élection au poste de Directeur général de l'OMPI.

La Mission permanente de la République du Ghana auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 15 novembre 2019

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
Genève

TÉL. : 022 919 04 50-52 - FAX: 022 734 91 61 – ADRESSE ÉLECTRONIQUE :
info@ghanamission.ch – SITE WEB : www.ghanamission.ch

Traduction d'une lettre datée du 6 novembre 2019 (référence UN/WIPO/2)

adressée par : Mme Shirley Ayorkor Botchwey (MP)
Ministre
Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale du
Ghana

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la circulaire n° 396-04 du 30 septembre 2019 annonçant la vacance du poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

J'ai l'honneur de faire savoir que le Gouvernement du Ghana propose M. Edward Kwakwa comme candidat au poste de Directeur général de l'OMPI.

M. Kwakwa se distingue depuis près de 23 ans au service de l'Organisation, qu'il a intégrée en 1996 et dont il a gravi les échelons jusqu'au poste de Directeur principal du Département des savoirs traditionnels et des défis mondiaux. Il a notamment exercé les fonctions de conseiller juridique de l'OMPI de 2004 à 2016, après avoir été conseiller juridique par intérim, vice-conseiller juridique, conseiller juridique adjoint et chef de la Section des affaires juridiques et statutaires de l'OMPI.

M. Kwakwa a une connaissance approfondie des organisations du système multilatéral, ayant travaillé à l'OMPI, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi qu'au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au cours des 25 dernières années. Durant cette période, il a exercé des responsabilités croissantes en matière de gestion, y compris au sein de l'Équipe de haute direction de l'actuel Directeur général de l'OMPI et de son prédécesseur.

Vous trouverez ci-joint le curriculum vitae de M. Kwakwa, comme indiqué dans la note C. N 3926-04 de l'OMPI. Au nom du Gouvernement ghanéen, je recommande vivement sa candidature à tous les États membres de l'OMPI.

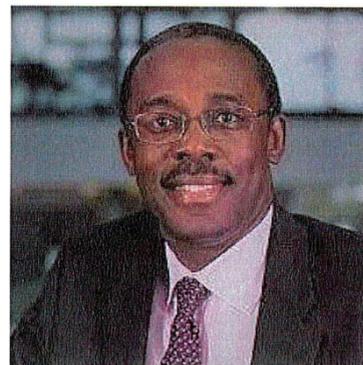
Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé : Mme Shirley Ayorkor Botchwey
Ministre des affaires étrangères et de l'intégration
régionale du Ghana)

Pièce jointe : curriculum vitae de M. Edward Kwakwa

Curriculum vitae de M. Edward Kwakwa

Date de naissance : 19 avril 1961
Nationalité : Ghanéenne
État civil : Marié, quatre enfants



TITRES UNIVERSITAIRES

- 1990** **Juridical Science Doctor (J.S.D.)**
Yale Law School, New Haven, Connecticut (États-Unis d'Amérique)
- 1987** **Master of Laws (LL.M.)**
Yale Law School, New Haven, Connecticut (États-Unis d'Amérique)
- 1985** **Master of Laws (LL.M.)**
Queen's University, Kingston, Ontario (Canada)
- 1984** **Bachelor of Laws (LL.B.) with Honors**
University of Ghana, Legon, Accra (Ghana)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- 2016-aujourd'hui** **Directeur principal**, Département des savoirs traditionnels et des défis mondiaux, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), Genève (Suisse).
Chargé de superviser les activités et travaux de la Division des savoirs traditionnels et de la Division des défis mondiaux.
- 2004-2016** **Conseiller juridique**, OMPI
Chargé de conseiller le Directeur général dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire des traités et conventions de l'OMPI; assurer le secrétariat des organes directeurs et des réunions des assemblées des États membres de l'OMPI; donner des avis sur les questions relatives aux privilèges et immunités et sur l'application, l'interprétation et la modification de la Convention instituant l'OMPI; aide à la résolution de questions juridiques relatives à l'élaboration et à l'application du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI; et fourniture de conseils sur d'autres questions de droit international, administratif et statutaire.
- 2003-2004** **Vice-conseiller juridique et conseiller juridique par intérim**, OMPI
- 1996-2003** **Conseiller juridique adjoint et chef de la Section des affaires juridiques et statutaires**, OMPI
- 1996** **Juriste**
Organisation mondiale du commerce (OMC), Genève (Suisse).
Chargé de fournir des conseils et une assistance juridiques aux pays en développement dans le cadre du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends de l'OMC.

- 1994-1996** **Conseiller juridique principal**
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève (Suisse).
Chargé d'analyser et de commenter les projets de loi et documents de politique générale nationaux relatifs aux réfugiés, à l'immigration et à la nationalité; fourniture de conseils juridiques, de services d'appui et de services d'expert dans d'autres domaines pertinents du droit international.
- 1993-1994** **Conseiller juridique international**
Commission on Global Governance, Genève (Suisse). Corédacteur du rapport de la Commission on Global Governance intitulé OUR GLOBAL NEIGHBORHOOD (Oxford University Press, 1995); établissement de la rédaction de notes d'information et fourniture de conseils aux 28 membres de la Commission sur divers aspects du droit international et des relations internationales. Parmi les domaines traités figuraient le développement économique et les institutions de Bretton Woods, la gouvernance démocratique et le système des Nations Unies.
- 1990-1993** **Associé**
O'Melveny & Myers, Washington (États-Unis d'Amérique)
Chargé de conseiller et de représenter les clients dans le cadre de grandes procédures arbitrales internationales; conseiller des États nouvellement créés sur les questions relatives à la succession d'États et à la succession aux traités, dettes et archives nationales; établir la documentation et négocier les transactions en rapport avec les emprunts bancaires garantis et non garantis, les prêts subordonnés et les émissions de titres; conseiller les clients sur le respect des lois fédérales des États-Unis d'Amérique sur les émissions, les coentreprises et la restructuration générale des entreprises.
- 1983-1984** **Assistant de recherches juridiques**
State Insurance Corporation of Ghana, Accra (Ghana).
Chargé de recherches et de l'élaboration de mémorandums sur différents aspects du droit commercial et de l'assurance; établissement de documents en rapport avec la révision des lois relatives à l'assurance au Ghana.

MANDATS UNIVERSITAIRES

- 2009-aujourd'hui** **Professeur de droit invité**
Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (Suisse). Cours sur *L'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle*.
- 2007-2009** **Professeur de droit de la propriété intellectuelle** (Master de droit international et d'économie)
World Trade Institute, Berne (Suisse).
- 2008-2016** **Chargé de cours de droit international de la propriété intellectuelle**
Université de Lausanne (Suisse).

- 2002-2011** **Visiting Professor of International Law; et**
- 2005-aujourd'hui** **Extraordinary Professor of Law**
University of Pretoria (Afrique du Sud).
- 2000** **Adjunct Associate Professor of International Law and International Organizations**
Fletcher School of Law & Diplomacy, Tufts University, Boston (États-Unis d'Amérique).

DISTINCTIONS

- 1991** **Prix Paul Reuter**, Comité international de la Croix-Rouge, Genève
- 1986-1989** **Yale Law School Graduate Fellowship**
- 1985** **Queen's Law Faculty Award**, Queen's University, Kingston (Canada)

AFFILIATIONS

- 1989** Bar of the State of Connecticut
- 1991** Bar of the District of Columbia
- 2011** Institut de droit international, Genève

ACTIVITÉS

- 2019-aujourd'hui** **Membre**, Privileges and Immunities Advisory Group, Global Fund, Genève.
- 2004-aujourd'hui** **Vice-président et membre**, African Foundation for International Law.
- 2001-2004** **Membre du Conseil exécutif**, American Society of International Law, Washington (États-Unis d'Amérique).
- 2015-2017** **Vice-président**, American Society of International Law, Washington (États-Unis d'Amérique).
- 2001-aujourd'hui** **Membre du Conseil d'administration**, Africa Legal Aid, Accra/La Haye
- 2004-aujourd'hui** **Membre du Comité de rédaction**, INTERNATIONAL ORGANIZATIONS LAW REVIEW
- 1995-aujourd'hui** **Membre du Comité d'édition**, AFRICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL AND COMPARATIVE LAW, Londres (Royaume-Uni)
- 2004-2010** **Président du Comité de rédaction**, AFRICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL AND COMPARATIVE LAW, Londres (Royaume-Uni).

- 1998-2004** **Membre, Committee on Accountability of International Organizations**, International Law Association
- 1994** **Membre, International Observer Delegation to South African Elections**
- 1986-1988** **Rédacteur en chef**, YALE JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW

Membre : African Arbitration Association; African Foundation for International Law; American Bar Association; American Society of International Law; European Society of International Law; International Law Association.

PUBLICATIONS CHOISIES

Ouvrages

THE LAW OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS (Oxford University Press, à venir)

GLOBALIZATION AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS (rédacteur en chef, Ashgate Publishers, août 2011)

AFRICAN PERSPECTIVES ON INTERNATIONAL CRIMINAL JUSTICE (Corédacteur)(Africa Legal Aid, Accra (Ghana), 2005)

THE INTERNATIONAL LAW OF ARMED CONFLICT: PERSONAL AND MATERIAL FIELDS OF APPLICATION (Kluwer, Pays-Bas, 1992) (Lauréat du *Prix Paul Reuter*, 1991, CICR, Genève)

Chapitres/Articles parus dans divers ouvrages et revues

“Intellectual Property”, in THE OXFORD HANDBOOK OF UNITED NATIONS TREATIES 363-374 (Chesterman, Malone & Villalpando, eds., Oxford University Press, 2019)

“International Intellectual Property Law and Africa: Considerations of Human Rights and Development,” in A COMMITMENT TO LAW, DEVELOPMENT AND POLICY 607-616 (*Afestschrift* in honor of Nana Dr. SKB Asante. R. Opong & K. Agyebeng, eds., Wildy, Simmonds & Hill, 2016)

“The Privileges and Immunities of the World Intellectual Property Organization – Practice and Challenges,” avec Marie-Lea Rois, 10 INTERNATIONAL ORGANIZATIONS LAW REVIEW 373-394 (2013)

“Reflections on ‘Development,’ ‘Developing Countries’ and the ‘Progressive Development’ of International Trade and Intellectual Property Law,” in PERSPECTIVES ON INTERNATIONAL LAW IN AN ERA OF CHANGE 221-236 (*Afestschrift* in honor of Professor V. Nanda. A. Nanda & A. Mundt, eds., Joe Christensen, 2012)

“Mainstreaming ‘Development’ in International Organizations”, 6 INTERNATIONAL ORGANIZATIONS LAW REVIEW 1-6 (2009)

“Some Comments on Rulemaking at the World Intellectual Property Organization,” 12 DUKE JOURNAL OF COMPARATIVE AND INTERNATIONAL LAW 179-195 (2002)

“Institutional Perspectives of International Economic Law,” in PERSPECTIVES IN INTERNATIONAL ECONOMIC LAW 45-62 (Asif Qureshi, ed., Kluwer, 2002)

“Regulating the International Economy: What Role for the State?” in THE ROLE OF LAW IN INTERNATIONAL POLITICS 227-246 (Michael Byers, ed., Oxford University Press, Oxford, 2000)

“The Response of African Universities to Social Instability and Crises” (Publication par l’Association of African Universities (AAU) de l’exposé présenté à la neuvième Conférence générale de l’AAU (Zambie), janvier 1997)

“The Rule of Law and Global Governance in the Twenty-First Century,” 6 PROCEEDINGS OF THE AFRICAN SOCIETY OF INTERNATIONAL & COMPARATIVE LAW 3-15 (1994)

“The European Communities’ Single Market: The Challenge of 1992 for Sub-Saharan Africa” (Review Essay), 14 FORDHAM INTERNATIONAL LAW JOURNAL 510-518 (1991)

“Belligerent Reprisals in the Law of Armed Conflict,” 27 STANFORD JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW 49-81 (1990)

“Emerging International Development Law and Traditional International Law – Congruence or Cleavage?” 17 GEORGIA JOURNAL OF INTERNATIONAL & COMPARATIVE LAW 431-455 (1987)

“South Africa’s May, 1986 Military Incursions into Neighboring African States,” 12 YALE JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW 421-443 (1987)

Traduction d'une lettre datée du 6 novembre 2019

adressée par : M. VIVIAN BALAKRISHNAN
Ministre des affaires étrangères
de la République de Singapour

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination de l'OMPI
Genève

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous proposer officiellement la candidature de M. Daren Tang au poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). La candidature de M. Tang bénéficie du soutien sans réserve du Gouvernement de Singapour.

M. Tang est directeur général de l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour (IPOS). Il a transformé l'IPOS, organisme chargé des questions de réglementation, en une agence de l'innovation dotée de compétences et de réseaux en matière de propriété intellectuelle, pour permettre aux entreprises et aux innovateurs d'accéder aux marchés internationaux.

M. Tang est un dirigeant expérimenté et ouvert, capable de concilier les intérêts de toutes les parties prenantes afin de parvenir à des consensus. Il connaît bien la communauté de l'OMPI et assure depuis deux ans et demi la présidence du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR) de l'OMPI. M. Tang a acquis une expérience internationale dans le cadre de négociations commerciales bilatérales et multilatérales ayant abouti à des programmes de coopération régionale et internationale profitant à l'ensemble de la communauté de la propriété intellectuelle.

Fort de sa compréhension de la manière dont la propriété intellectuelle peut être utilisée pour soutenir le développement socioéconomique et de sa capacité de forger des consensus, M. Tang possède les qualités requises pour renforcer et améliorer les travaux de l'OMPI et de ses membres. Il attend avec intérêt de travailler de pair avec les États membres pour s'assurer que la propriété intellectuelle contribue aux objectifs de développement de nos économies et sociétés.

Conformément à la circulaire C.N 3926-04 du 30 septembre 2019, vous trouverez ci-joint le curriculum vitae de M. Tang. Au nom du Gouvernement de Singapour, je recommande sincèrement sa candidature à tous les États membres de l'OMPI.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé : M. Vivian Balakrishnan,
Ministre des affaires étrangères
de la République de Singapour)

Curriculum vitae de M. Daren Tang

(Directeur général de l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour)

Année de naissance : 1972

Nationalité : singapourienne

TITRES UNIVERSITAIRES

2013 **Advanced Management Program**
Harvard Business School, États-Unis d'Amérique

2006 **Master of Laws (LL.M.) with distinction**
Georgetown University Law Center, États-Unis
d'Amérique
Fellow, Institute of International Economic Law

1997 **Bachelor of Laws (LL.B) with honours**
National University of Singapore



EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

2015 – **Directeur général**
à présent Office de la propriété intellectuelle de Singapour
(IPOS)
Ministère de la justice, Singapour

A conduit la transformation stratégique de l'IPOS, organisme chargé de l'enregistrement et de la réglementation de la propriété intellectuelle, en une agence de l'innovation qui contribue au développement économique de Singapour :

- a lancé une série de produits de propriété intellectuelle innovants, notamment une application mobile pour les demandes d'enregistrement de marques et un référentiel national regroupant des compétences et des emplois en matière de propriété intellectuelle. A lancé et supervisé une collaboration avec une université locale, afin de proposer l'un des rares programmes de troisième cycle au monde dans le domaine de la gestion de la propriété intellectuelle et de l'innovation;*
- a mis en place des réformes législatives afin que les procédures civiles de règlement des litiges de propriété intellectuelle soient plus accessibles aux PME, et afin de renforcer la médiation dans ce domaine;*
- a mis en place de nouvelles compétences au sein de l'IPOS, affectées à la stratégie en matière de propriété intellectuelle et à l'analyse des brevets, ainsi qu'à la diffusion de la première application mobile au monde concernant les demandes d'enregistrement de marques;*

- *a appuyé l'utilisation de la propriété intellectuelle par le secteur privé dans un souci de croissance, au moyen de formations dispensées à 5000 personnes en 2018, touchant 800 entreprises entre 2017 et 2018, et à travers une collaboration visant à fournir aux entreprises une assurance en matière de propriété intellectuelle.*

Pour ces efforts, l'IPOS a été reconnu comme l'office de propriété intellectuelle le plus innovant d'Asie et occupe la deuxième place au classement du World Trademark Review en 2019. Singapour occupe également la deuxième place au classement du Forum économique mondial pour la protection de la propriété intellectuelle (2018-2019), et se classe parmi les 10 premiers pays selon l'Indice mondial de l'innovation de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) (2015 à 2019).

Membre du Committee for the Future Economy, chargé d'examiner les stratégies économiques de Singapour. A actualisé le plan-cadre relatif à la plateforme pour la propriété intellectuelle (IP Hub Masterplan) en 2017, afin d'élargir le mandat de l'IPOS pour y inclure la commercialisation de la propriété intellectuelle. A conclu des accords avec des partenaires régionaux et internationaux couvrant plus de 70 marchés.

2012 – 2015 Vice-directeur général et directeur juridique

Office de la propriété intellectuelle de Singapour
Ministère de la justice de Singapour

A supervisé des projets essentiels, dans le cadre du mandat élargi de l'IPOS et des réseaux régionaux et internationaux en place :

- *nomination de l'Office de Singapour en qualité de dix-neuvième administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, le premier au sein de l'ASEAN dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets de l'OMPI;*
- *adhésion de Singapour au Traité de Marrakech et ratification du traité;*
- *établissement en 2013 du plan-cadre national relatif à la plateforme pour la propriété intellectuelle (IP Hub Masterplan), un plan sur 10 ans visant à guider l'évolution de Singapour en tant que plateforme mondiale pour la propriété intellectuelle en Asie;*

réaménagement du système de dépôt et d'enregistrement de l'IPOS et mise en œuvre d'IP²SG, une plateforme en ligne intégrée pour l'enregistrement de la propriété intellectuelle à Singapour;

- *réformes législatives et politiques majeures dans le domaine de la propriété intellectuelle pour les systèmes des brevets, des marques, des dessins et modèles et du droit d'auteur de Singapour.*

A contribué à guider le programme de l'ASEAN en matière de propriété intellectuelle lorsque Singapour présidait le Groupe de travail de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle, et a renforcé l'écosystème des brevets pour l'ASEAN. Le groupe de travail a traité 28 initiatives, ayant abouti à 108 résultats, dans le cadre du plan d'action de l'ASEAN en matière de propriété intellectuelle (ASEAN IP Review Action Plan), notamment l'hébergement par Singapour du portail de la propriété

intellectuelle de l'ASEAN (ASEAN IP Portal), une plateforme intégrée de propriété intellectuelle regroupant tous les offices de propriété intellectuelle des pays de l'ASEAN autour des questions relatives à la propriété intellectuelle.

A présidé les négociations sur la propriété intellectuelle dans des accords de libre-échange, notamment l'accord de partenariat transpacifique et l'accord de partenariat économique global régional. A mené et a conclu des négociations sur la propriété intellectuelle dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour.

2003 – 2012 Procureur principal

Division des affaires internationales
Bureau du procureur général, Singapour

Conseiller juridique principal et négociateur pour diverses questions de droit international revêtant une importance cruciale pour Singapour, notamment les accords de libre-échange, les conventions de double imposition, les accords internationaux d'investissement, le droit de la mer, les accords régionaux de l'ASEAN et les questions liées à l'ONU. A fait partie de l'équipe juridique représentant Singapour qui a plaidé un différend territorial devant la Cour internationale de justice.

2001 – 2003 Consultant juridique

Ministère du commerce et de l'industrie, Singapour

Négociateur principal et conseiller juridique représentant Singapour dans le cadre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et Singapour, le premier accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et un pays asiatique.

1997 – 2001 Procureur/substitut au procureur

Plusieurs affectations au Bureau du procureur général et au Ministère de l'intérieur de Singapour.

FONCTIONS ACTUELLES

Président du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR), OMPI

Nommé président en mai 2017. A fait progresser les discussions entre les États membres au sujet du programme du SCCR, y compris le traité sur la protection des organismes de radiodiffusion (Traité sur la radiodiffusion) et les limitations et exceptions. A négocié un consensus afin que les membres du SCCR puissent soumettre une recommandation relative au Traité sur la radiodiffusion aux sessions de 2018 et de 2019 de l'Assemblée générale de l'OMPI.

Membre du Singapore-Guangdong Collaboration Council (SGCC)

A mis en place une collaboration intergouvernementale en matière de propriété intellectuelle dans la ville du savoir de Guangzhou.

Membre du Manufacturing Sub-Committee of the Future Economy Council, Singapour

Membre du Modern Services Sub-Committee of the Future Economy Council, Singapour

Membre du Research, Innovation and Enterprise Strategy Committee (RIE SC), Cabinet du Premier ministre, Singapour

Membre du Research, Innovation and Enterprise Executive Committee (RIE Exco), Cabinet du Premier ministre, Singapour

Coprésident du groupe de travail national sur la propriété intellectuelle, Cabinet du Premier ministre, Singapour

Membre du comité consultatif de l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)

Membre du groupe d'experts de l'IP Office of the Future Project, Association internationale pour les marques (INTA)

Président du conseil d'administration, IPOS International

Membre du conseil d'administration, EW Barker Centre for Law & Business, National University of Singapore

Directeur du conseil d'administration, Fraunhofer Singapore

Coordonnateur et examinateur principal du cours en droit de la propriété intellectuelle pour l'examen du barreau de Singapour, géré par le Singapore Institute of Legal Education

RÉCOMPENSES

2016 Médaille de l'administration publique (argent)
Cabinet du premier ministre, Singapour

2006 **Fellow**
Institute of International Economic Law, Georgetown University (États-Unis d'Amérique)

LANGUES

Anglais, chinois



MISSION PERMANENTE
DE LA REPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN
AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS
UNIES ET DES AUTRES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES
AYANT LEUR
SIEGE À GENEVE

Réf. N° 20-302

La Mission permanente de la République du Kazakhstan auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et a l'honneur de transmettre une lettre rédigée par le Premier ministre de la République du Kazakhstan, S. E. M. Askar MAMIN, adressée au président du Comité de coordination de l'OMPI, M. l'Ambassadeur Francois Rivasseau.

Dans cette lettre, le Gouvernement du Kazakhstan propose la candidature de Mme Saule TLEVLESSOVA, présidente de l'Office eurasiatique des brevets (OEAB), à l'élection au poste de Directeur général de l'OMPI.

*Pièce jointe : comme indiqué,
cinq pages.*

La Mission permanente de la République du Kazakhstan saisit cette occasion pour renouveler à l'OMPI l'assurance de sa haute considération.

Genève, le 31 octobre 2019



Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
Genève

00651

Traduction d'une lettre datée d'octobre 2019

adressée par : M. Askar Mamin
Premier Ministre
de la République du Kazakhstan

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination de l'OMPI
Genève

Monsieur l'Ambassadeur,

Au nom du Gouvernement de la République du Kazakhstan, je tiens à saluer le rôle moteur que joue l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) en tant qu'organisation internationale faisant autorité en matière de développement de la propriété intellectuelle.

Comme vous le savez, le Kazakhstan a adhéré à l'OMPI en 1993 en signant ses documents constitutifs. Depuis lors, il collabore activement avec le Secrétariat de l'OMPI et participe aux réunions des divers comités permanents de l'Organisation.

Désireux de contribuer aux travaux futurs de l'OMPI, le Gouvernement du Kazakhstan propose la candidature de Mme Saule Tlevlessova aux prochaines élections au poste de Directeur général de l'OMPI.

Mme Tlevlessova est présidente de l'Office eurasiens des brevets (OEAB) depuis février 2016. Sous sa direction, l'OEAB a obtenu des résultats significatifs en matière de développement et de promotion du système eurasiens des brevets.

En outre, Mme Tlevlessova a occupé pendant de nombreuses années des postes à responsabilités au sein du Secrétariat de l'OMPI et parle couramment l'anglais, le français et le russe.

J'ai donc l'honneur de recommander la candidature de Mme Tlevlessova, compte tenu de ses solides compétences et de sa riche expérience professionnelle dans le domaine de la propriété intellectuelle, qui représenteront un atout pour la direction des activités de l'OMPI au poste de Directeur général.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé : M. Askar Mamin,
Premier Ministre de la République du
Kazakhstan)



Saule Tievlessova

Présidente de l'Office eurasienn des brevets
Organisation eurasienn des brevets (OEAB)

Date de naissance : 15 août 1963

Lieu de naissance : Almaty, RSS kazakhe.

État civil :
mariée, deux enfants.

Langues :
kazakh, russe, anglais, français.

Formation, spécialité (qualification), licences :
Université d'État de Moscou (1986), spécialité "Droit international".
Université d'État de Moscou, études universitaires supérieures (1989-1993), spécialité "Juriste".

Titres universitaires, diplômes, activités :
Doctorat en droit. Thèse sur le "Règlement des litiges internationaux" (1993).

Expérience professionnelle :
Auditrice libre à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou (1993-1994);

Experte principale, Département juridique de l'Administration présidentielle de la République du Kazakhstan (1995-1996);

Deuxième secrétaire, Mission permanente de la République du Kazakhstan à Genève (1996-1997);

Consultante en droit d'auteur (législation nationale) auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) (09.1997 – 04.2001);

Administratrice de programme, Division pour certains pays d'Europe et d'Asie, OMPI (04.2001 – 01.09.2013);

Cheffe de la Section des pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale,
Département pour les pays en transition et les pays développés, OMPI (01.09.2013 – 02.2016);

Présidente de l'Office eurasienn des brevets, Organisation eurasienn des brevets (depuis
février 2016).



MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

11 Chemin de Surville, 1212 Petit-Lancy
Tél. : +41 (0)22 879 56 78 Fax : +41 (0) 22 793 70 14
Adresse électronique : chinamission_gva@mfa.gov.cn Site Web : www.china-un.ch

ZMZ/2019062

La Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et a l'honneur de transmettre une lettre rédigée par S. E. M. WANG Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, adressée à S. E. M. l'Ambassadeur François RIVASSEAU, président du Comité de coordination de l'OMPI.

Dans cette lettre, le Gouvernement de la Chine propose la candidature de Mme WANG Binying, vice-directrice générale de l'OMPI, au poste de Directeur général de l'OMPI.

La Mission permanente de la République populaire de Chine saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle l'assurance de sa haute considération.

Le 14 novembre 2019

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
GENÈVE

Traduction d'une lettre datée du 12 novembre 2019 (référence n° 035264)

adressée par : M. Wang Yi
Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères
de la République populaire de Chine

à : Son Excellence
M. l'Ambassadeur François Rivasseau
Président du Comité de coordination
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Monsieur l'Ambassadeur,

Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, j'ai l'honneur de vous informer de la décision du Gouvernement chinois de proposer la candidature de Mme WANG Binying au poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Vous trouverez ci-joint une copie de son curriculum vitae.

Mme WANG Binying travaille depuis des décennies dans le domaine de la propriété intellectuelle. Elle a exercé diverses fonctions au sein de l'Administration d'État de la Chine pour l'industrie et le commerce dans les années 1980. Arrivée à l'OMPI en 1992, elle a été conseillère principale au Cabinet du Directeur général, directrice du Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques, directrice exécutive des Services d'appui administratif et des questions relatives à l'Assemblée générale et sous-directrice générale. En 2009, elle a été nommée vice-directrice générale chargée des marques, des dessins et modèles et des indications géographiques. Mme WANG connaît parfaitement bien son domaine d'activité et fait preuve d'une compréhension exceptionnelle des questions d'organisation et de gestion tout en étant capable de gérer des situations complexes, ce qui témoigne à la fois de son professionnalisme et de ses capacités de direction.

Je suis convaincu que Mme WANG est la personne qui convient pour le poste de Directeur général de l'OMPI. Elle est parfaitement capable de continuer de guider les travaux de l'Organisation en faveur d'un système international de propriété intellectuelle équilibré et efficace et de la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, conformément aux attentes de tous les États membres de l'OMPI.

En tant que leader mondial dans le domaine de l'innovation et de la propriété intellectuelle, la Chine s'efforce de renforcer ses capacités en matière de développement, d'application, de protection et de gestion de la propriété intellectuelle et des services connexes. Fermement attachée au multilatéralisme et à la coopération internationale en matière de propriété intellectuelle, la Chine reste déterminée à collaborer avec tous les autres pays pour appuyer les travaux de l'OMPI et contribuer davantage à la protection de la propriété intellectuelle dans le monde.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé : M. Wang Yi
Conseiller d'État et Ministre des affaires
étrangères de la République populaire de
Chine)

Curriculum Vitae de Mme WANG Binying
Vice-directrice générale
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)



Date de naissance : 28 décembre 1952
Nationalité : chinoise

Formation

1985-1986 Master en droit américain, y compris en droit de la propriété industrielle
Faculté de droit de l'Université de Californie (Berkeley) (États-Unis
d'Amérique)

1984-1985 Diplôme de droit commercial américain
Faculté de droit de Columbia, New York (États-Unis d'Amérique)

1972-1975 Bachelor en anglais, communication et transport
Université de Zhongnan, Changsha (Chine)

Expérience professionnelle à l'OMPI

2009 – aujourd'hui Vice-directrice générale chargée du Secteur des marques et des
dessins et modèles

2006-2009 Sous-directrice générale chargée des Services d'appui administratif et
des questions relatives à l'Assemblée générale, ainsi que du système de
sécurité de l'OMPI

2003-2006 Directrice exécutive des Services d'appui administratif, des questions
interinstitutions et des questions relatives à l'Assemblée générale

1999-2003 Directrice chargée des relations interoffices et des questions relatives à
l'Assemblée générale, Bureau de la planification stratégique et du
développement des politiques

1997-1999 Conseillère principale, Bureau de la planification stratégique et du
développement des politiques

1994-1997 Conseillère, puis conseillère principale au Cabinet du Directeur général

1992-1994 Administratrice de programme principale, Bureau de la coopération pour
le développement avec l'Asie et le Pacifique

Expérience professionnelle avant d'entrer au service de l'OMPI

1990-1992 Directrice générale du Service chinois des marques, Administration
d'État pour l'industrie et le commerce (AEIC), Beijing (Chine)

1980-1990 Directrice, puis directrice générale par intérim du Département de
l'enregistrement et du contrôle des noms commerciaux de l'AEIC,
Beijing (Chine)

1975-1980

Fonctionnaire détachée auprès des services économiques à l'étranger en Afrique et chargée de recherches au Ministère de la communication et des transports, Beijing (Chine)

[Fin de l'annexe et du document]